

## Rapport de la mission d'évaluation

Province	Territoire	Zone de santé	Axes
Kasaï Central	Demba	Bena Leka	Kananga – Demba – Bena Leka – Bena Milombe
	Mweka	Kakenge	Bena Milombe – Bakua Kenge

Dates de la mission : du 06 au 09 octobre 2021

Date du rapport : 15 octobre 2021

**Participations (organisations) :**

Handicap International, OCHA

Pour plus d'information, Contactez :

Justin Luratwa

Email : [luratwa@un.org](mailto:luratwa@un.org)

## RESUME

---

- Les tensions entre les groupements Bena Milombe en Territoire de Demba au Kasai Central et Bolempo en Territoire de Mweka au Kasai persistent puisque les problèmes de fond (clarification sur les limites entre les deux provinces et sur la gestion de la gare de Bakua Kenge) tardent à trouver des solutions ;
- Sur le terrain, chaque communauté reste sur ses gardes et analyse avec attention les moindres mouvements suspects pour éviter toute surprise désagréable ;
- Plusieurs têtes d'érosion menacent de couper la route nationale n° 41 entre Demba cité et Bena Leka ;
- Environ 80% des 36 657 personnes qui avaient fui les aires de santé de Bena Milombe (Zone de santé de Bena Leka), Bakua Kenge et Tete Kalamba (Zone de santé de Kakenge) sont retournées dans leurs localités d'origine entre avril et octobre 2021 ;
- La non résolution du conflit à la base des déplacements, l'occupation de quelques maisons par des militaires et policiers venus rétablir l'ordre public, et les incendies des maisons durant la crise sont les principales raisons avancées par les personnes qui hésitent à retourner dans leurs localités d'origine ;
- La population locale plaide pour la construction des casernes dans les proximités de Bakua Kenge et permettre ainsi aux militaires de vivre en dehors des zones occupées par des civils à la fois pour renforcer leur neutralité à l'égard du conflit et permettre aux personnes déplacées de regagner leurs habitations ;
- L'accès aux champs dans les zones mixtes (Kuba et Lulua) reste difficile par crainte des attaques ;
- Deux marchés parallèles ont été créés à moins d'un kilomètre de distance pour éviter les interactions personnelles et les échanges commerciaux entre les deux communautés ;
- Aucune initiative n'a été mise en place pour le suivi des recommandations issues de la conférence pour la paix et la réconciliation entre les communautés locales de Demba et Mweka organisée en octobre 2020 par les autorités étatiques dans le but de contribuer à la pacification et la réconciliation ;
- Les leaders communautaires locaux qui plaident pour la création d'un cadre de dialogue permanent et la sensibilisation à la cohabitation pacifique entre les membres des communautés Kuba et Lulua.

## I. CONTEXTE

---

### A. Contexte sécuritaire

La situation sécuritaire est relativement calme dans les groupements de Bena Milombe (Territoire de Demba) et Bolempo (Territoire de Mweka) grâce à la présence des forces de sécurité (FARDC et PNC) déployés dans la zone depuis avril 2021 pour rétablir l'ordre public troublé lors des affrontements entre les membres des communautés Kuba (Province du Kasai) et Lulua (Kasai Central).

Des échanges avec différents informateurs clés, il ressort que les tensions entre les deux communautés persistent puisque les problèmes de fond (clarification sur les limites entre les deux provinces et sur la gestion de la gare de Bakua Kenge) tardent à trouver des solutions.

Sur le terrain, chaque communauté reste sur ses gardes et analyse avec attention les moindres mouvements suspects pour éviter toute surprise désagréable. Bien que les deux communautés soient d'avis favorables au maintien de la présence des militaires FARDC dans la zone pour éviter la reprise des hostilités, les deux communautés déplorent l'augmentation des tracasseries dont sont auteurs les éléments des forces de sécurité qui disent ne pas avoir d'autre choix pour survivre, faute d'une prise en charge adéquate par l'Etat.

### B. Accès physique

Les groupements de Bena Milombe en zone de santé de Bena Leka et Bolempo en Zone de santé de Kakenge sont accessibles par la route nationale n°41 dont une partie importante est en mauvais état. Plusieurs têtes d'érosion menacent de couper la route entre Demba cité et Bena Leka. Toutefois, la route reste accessible tant par des véhicules de grand tonnage (camions) et de petit tonnage (pick-up, Jeep Land Cruiser, etc.). Durant la saison de pluie, l'accès physique est difficile sur tout l'axe.

Si des actions urgentes ne sont pas prises pour la réhabilitation des points chauds, cette route d'intérêt national risque de se couper en deux avec des énormes conséquences économiques tant dans le Territoire de Demba que dans la Ville de Kananga.

#### Principales recommandations

##### **Aux autorités étatiques :**

- ✓ Trouver des solutions idoines aux besoins des militaires FARDC basés dans les territoires de Demba et Mweka pour éviter les tracasseries à l'égard de la population locale ;
- ✓ Renforcer les capacités des autorités territoriales et locales en gestion et résolution des conflits coutumiers ;
- ✓ Financer les entités territoriales décentralisées pour la réhabilitation et l'entretien des routes de desserte agricole.
- ✓ Mobiliser des ressources nécessaires à la réhabilitation des routes de desserte agricole et d'intérêt humanitaire.

## II. MOUVEMENTS DE POPULATION

---

Environ 80% des 36 657 personnes qui avaient fui les aires de santé de Bena Milombe (Zone de santé de Bena Leka), Bakua Kenge et Tete Kalamba (Zone de santé de Kakenge) entre le 28 mars et le 09 avril 2021 sont retournées dans leurs localités d'origine entre avril et octobre 2021. Ce retour est motivé par l'accalmie observée dans cette zone où la présence des forces de sécurité a été renforcée et l'assistance humanitaire donnée aux ménages affectés grâce au projet de Programme alimentaire Mondiale (PAM).

Les informations recueillies auprès d'informateurs clés indiquent que 20% des personnes affectées restent en situation de déplacement dans les localités situés sur les axes Bena Leka – Bena Milombe et Bakua Kenge – Kakenge. La non résolution du conflit à la base des déplacements, l'occupation de quelques maisons par des militaires et policiers venus rétablir l'ordre public, et les incendies des maisons durant la crise sont les principales raisons avancées par les personnes qui hésitent à retourner dans leurs localités d'origine.

Personnes retournées							
Province	Territoire	Zone de santé	Aire de santé	Personnes retournées	Période	Provenance	Source
Kasaï Central	Demba	Bena Leka	Bena Milombe	8217	Avril - octobre 2021	Bena Leka, Bakua Mbuyi, Bakua Mbalayi, Masangu, Misaka, Nkashama	IT CS Bena Milombe, Chef groupement Bena Milombe, cité Nguema
S/Total				<b>8217</b>			
Kasaï	Mweka	Kakenge	Bakua Kenge	10419	Avril - octobre 2021	Kakenge centre, Dengamongo2, Tete Kalamba, Mpianga, Tshinongo, Matambi, Lushiku, Lukubu	ATA Mweka, IT CS Bakua Kenge, Chef groupement Muange
	Mweka	Kakenge	Tete Kalamba	8000			
	Mweka	Kakenge	Batua Ishama	2690			
S/Total				<b>21109</b>			
				<b>29326</b>			

### Principales recommandations

#### **Aux autorités étatiques et partenaires :**

- ✓ Renforcer les capacités des entités territoriales décentralisées pour l'enregistrement systématique des retournés et déplacés internes ;
- ✓ Renforcer les capacités des prestataires de santé pour la collecte des données de qualité sur les mouvements de population.

### **III. APERÇU DES VULNERABILITES SECTORIELLES ET ANALYSE DES BESOINS**

#### **A. ABRIS/AME**

Dans l'aire de santé de Bena Milombe, quelques familles dont les maisons avaient été incendiées utilisent l'assistance monétaire donnée par WFP et construisent des nouveaux abris sur un terrain situé loin de la zone querellée. Selon les informateurs clés, des militaires FARDC et leurs familles occupent des maisons de la population dans la zone de proximité entre les deux groupements en conflits et les propriétaires de ces maisons sont contraints à rester en déplacement. La population locale plaide pour la construction des casernes dans les proximités de Bakua Kenge et permettre ainsi aux militaires de vivre en dehors des zones occupées par des civils à la fois pour renforcer leur neutralité à l'égard du conflit et permettre aux personnes déplacées de regagner leurs habitations.

Au moins 400 maisons ont été incendiées dans cette zone depuis juillet 2020 et les familles affectées par ces incendies n'ont jamais bénéficié d'une quelconque assistance dédiée à la reconstruction de leurs abris.

### Principales recommandations

#### **Aux autorités étatiques et partenaires :**

- ✓ Renforcer l'autorité de l'Etat dans les entités territoriales décentralisées et la sensibilisation sur la cohabitation pacifique entre les communautés.
- ✓ Appuyer les personnes dont les maisons ont été incendiées à reconstruire leurs abris et à reconstituer leurs AME ;

#### **B. SECURITE ALIMENTAIRE**

L'assistance monétaire donnée par WFP aux personnes affectées par les conflits dans les deux groupements a permis aux ménages de s'approvisionner en nourriture et à répondre à d'autres besoins urgents dont les soins de santé.

Bien que le calme soit observé dans la zone, l'accès aux champs dans les zones mixtes (Kuba et Lulua) reste difficile par crainte des attaques. Selon les informateurs clés interrogés, seuls les champs situés sur l'axe Bakua Kenge vers la rivière Luembe (100% Kuba) sont facilement accessibles par les membres de la communauté Kuba. Les membres de la communauté Lulua accèdent facilement aux champs situés sur l'axe Bena Milombe – Bena Duulu (100% Lulua).

Sur le terrain, les mouvements des personnes sont limités et très peu d'échanges commerciaux sont observés entre les deux communautés. Deux marchés parallèles ont été créés à moins d'un kilomètre de distance pour éviter les interactions personnelles et les échanges commerciaux. Cette situation fait monter la tension entre ces deux communautés et risque d'être à la base des nouveaux affrontements dans la zone. Selon les leaders Kuba, les autorités locales à Bena Milombe interdisent aux petits commerçants de se rendre au marché de Bakua Kenge et imposent des conditions difficiles aux Kuba qui veulent traverser Bena Milombe pour écouler leurs marchandises. Ce risque d'asphyxie économique pourrait révolter la communauté Kuba et déclencher des nouveaux affrontements.

#### Principales recommandations

##### **Aux autorités étatiques :**

- ✓ Prendre des mesures efficaces pour faciliter la libre circulation des personnes et de leurs biens dans les deux groupements ;
- ✓ Sensibiliser les leaders des deux communautés à la cohabitation pacifique pour éviter à la zone des nouveaux affrontements.

##### **Aux partenaires :**

- ✓ Apporter une assistance en semences et outils aratoires aux ménages pour la relance agricole ;
- ✓ Renforcer les ménages affectés les plus vulnérables avec les moyens de reconstituer leurs actifs productifs

### **C. PROTECTION**

Depuis la conférence pour la paix et la réconciliation entre les communautés locales de Demba et Mweka organisée en octobre 2020 par les autorités étatiques dans le but de contribuer à la pacification et la réconciliation, aucune autre initiative n'a été mise en place pour le suivi des recommandations issues de cette conférence. Sur le terrain, la situation ne s'améliore pas et les tensions persistent.

Les tracasseries militaires (extorsion des biens et taxation illégales, occupation illégale des maisons), les destructions méchantes (vol des portes, fenêtres et tôles des maisons), des coups et blessures sont entre autres incidents rapportés par les leaders communautaires locaux qui plaident pour la création d'un cadre de dialogue permanent et la sensibilisation à la cohabitation pacifique entre les membres des communautés Kuba et Lulua dans la zone. Pour rappel, les habitants des groupements Bolempo et Bena Milombe se disputent les limites géographiques et le contrôle de la gare de Bakua Kenge.

#### Principales recommandations

##### **Aux autorités provinciales :**

- ✓ Appuyer les animateurs des ETD dans la prévention et résolution des conflits coutumiers et conflits fonciers ;
- ✓ Renforcer le monitoring des violations des droits humains ;

##### **Aux partenaires :**

- ✓ Organiser des séances de renforcement des capacités des chefs coutumiers et leurs notables sur la culture de la paix, la prévention, gestion et transformation pacifique des conflits, sur les droits fonciers selon les lois congolaises ainsi que la loi sur statut du chef coutumier.